

« La bataille de la confiance est peut-être perdue »

Le Cevipof a comparé l'état d'esprit des Allemands, des Britanniques et des Français à l'aune de la crise sanitaire

Lundi soir, devant 36,7 millions de téléspectateurs, Emmanuel Macron a fait vibrer une corde sensible, celle de la fierté patriotique. « Notre nation se tient debout, solidaire », a affirmé le président de la République avant de saluer un pays que « l'on disait épuisé, routinier, bien loin de l'élan des fondations » mais toujours capable de « dévouement, d'engagement face à l'inattendu de cette menace ». « Nous voilà tous solidaires, fraternels, unis, concitoyens d'un pays qui fait face. »

Un discours mobilisateur qui cache une réalité beaucoup plus âpre. La crise sanitaire affecte profondément le moral des Français, leur vision des institutions et leur confiance dans certains piliers du monde occidental et de l'Union européenne. Peut-être plus que dans certains autres pays et que lors d'autres événements dramatiques, comme les attentats de 2015. C'est ce que montrent plusieurs études, notamment le baromètre réalisé par OpinionWay pour le Cevipof et le département d'économie de Sciences Po, en collaboration avec l'institut Montaigne, la Fondation Jean-Jaurès, la Fondapol et Terra Nova. Ces chercheurs ont interrogé les mêmes personnes avant la crise puis pendant l'épidémie (en février et du 2 au 15 avril). Et de comparer ces résultats avec ceux d'autres pays, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

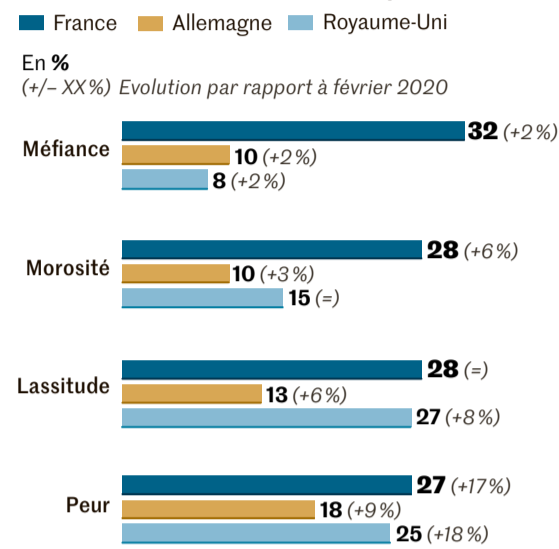
Tentation du repli

La pandémie provoque logiquement la montée des sentiments anxieux. Lorsqu'on les interroge sur leur état d'esprit, 32 % des sondés évoquent la méfiance (+2 points par rapport aux données de février), 28 % la morosité (+6 points) et 27 % la peur. Par rapport au mois de février, ce dernier sentiment est en augmentation de 17 points, beaucoup plus qu'à l'époque des attentats contre la rédaction de *Charlie Hebdo* et le supermarché Hyper Cacher de la porte de Vincennes en janvier 2015 (11 %, avant et après). Face à la crise due au Covid-19, les Français confrontés à la litanie des bilans quotidiens des hospitalisations et des morts, semblent se sentir plus menacés dans leur quotidien. En Allemagne, pays qui a pour l'instant connu beaucoup moins de décès, le sentiment de peur n'augmente que de 9 points. Au Royaume-Uni dont la population est confrontée elle aussi à une épidémie très meurtrière, il augmente de 18 points.

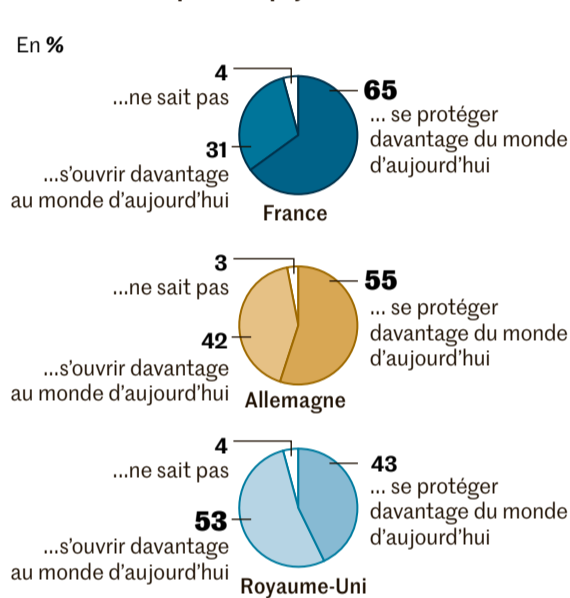
Cette crise provoque également un renforcement des critiques envers le modèle occidental et la mondialisation. 65 % des sondés approuvent l'idée que leur pays devrait « se protéger davantage du monde » (+9 points), 75 % estiment qu'il « faudra à l'avenir mieux contrôler les frontières » et 74 % que « c'est à l'Etat français et pas à l'Union européenne de contrôler les frontières ». Cette méfiance se reporte également sur le modèle économique et le libre-échange: 45 % des personnes interrogées veulent que « le système capitaliste soit réformé en profondeur » (+6 points par rapport au mois de février) et 46 % qu'il soit « réformé sur quelques points », en baisse de quatre points (total de 91 %). Ces sentiments existent chez nos voisins mais ils sont beaucoup moins prononcés: 55 % des sondés allemands et 43 % des Anglais, pays qui a pourtant voté en faveur du

45% des sondés en France veulent que « le système capitaliste soit réformé en profondeur »

« Parmi les qualificatifs suivants, quels sont ceux qui caractérisent le mieux votre état d'esprit actuel ? »



« Estimez-vous que votre pays doit... ? »



Brexit en 2016, souhaitent davantage protéger leur pays. Idem au sujet du capitalisme où les critiques sont moins unanimes. Tentation du repli et critique des échanges internationaux: ces récriminations pourraient à terme se retourner contre l'Union européenne, ressentiments qu'a perçus l'europhile M. Macron. « Pour ce qui me concerne, je tâcherai de porter en Europe notre voix afin d'avoir plus d'unité et de solidarité. (...) Nous sommes à un moment de vérité qui impose plus d'ambition, plus d'audace, un moment de refondation », a-t-il promis, lundi.

La pandémie ne sape pas tout. Ainsi, les sondés français restent profondément attachés à la démocratie. 76 % approuvent « un système politique démocratique avec un parlement élu qui contrôle le

gouvernement » bien loin devant l'idée d'un régime avec « à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections » (34 %) ou un pays dirigé par l'armée (16 %). Mais, 81 % des personnes interrogées estiment qu'il faut avoir « un exécutif fort face aux crises sanitaires et environnementales » et 44 % pensent qu'il vaut mieux « moins de démocratie et plus d'efficacité » (+3 points par rapport au mois de février).

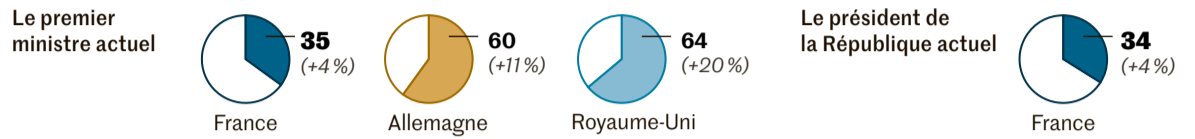
Des « fautes commises »

Difficile encore de savoir si la comparaison avec d'autres pays plus autoritaires dont certains affichent de meilleurs bilans, peut-être en cachant une partie de la réalité, renforce cette opinion.

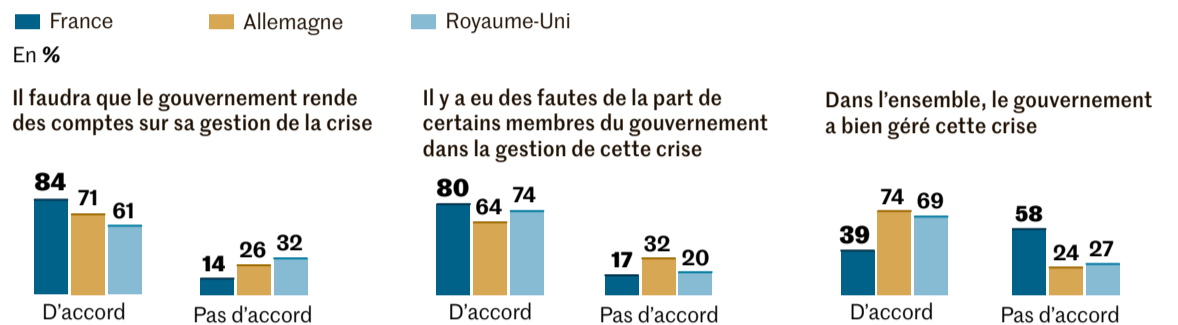
En France, comme dans les autres démocraties, les gouver-

« Avez-vous confiance dans... »

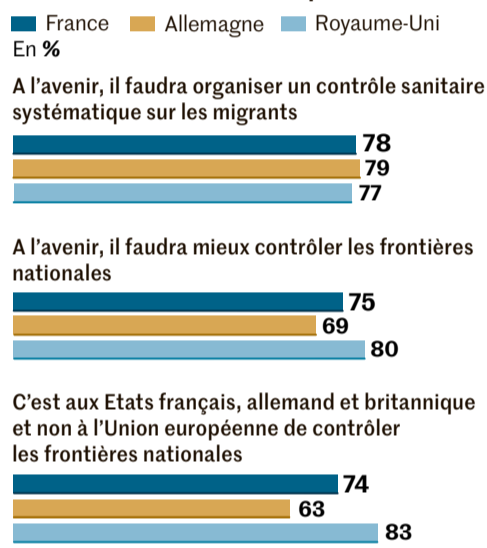
En %
(+/- XX%) Evolution par rapport à février 2020



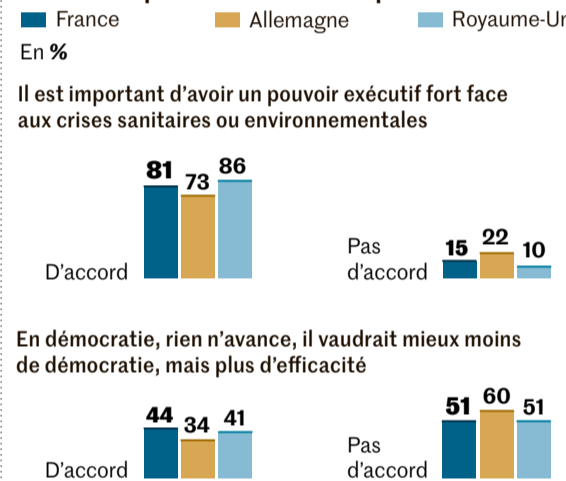
« A propos de la crise sanitaire actuelle, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les opinions suivantes ? »



« Etes-vous d'accord avec les phrases suivantes ? »



« A propos du système politique démocratique, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les opinions suivantes ? »



Infographie : Le Monde • Source : Cevipof
L'enquête a été réalisée pour le Cevipof du 2 au 15 avril auprès d'un échantillon de 1 766 personnes en France, 1 005 personnes en Allemagne et 1 041 personnes au Royaume-Uni, selon la méthode des quotas. Les mêmes personnes avaient été interrogées lors de l'enquête de février.

Les exécutifs allemands et anglais bénéficient d'une confiance beaucoup plus élevée que l'exécutif français

nants seront jugés à l'aune de leur gestion de cette crise mondiale. Sans doute avec beaucoup de dureté. Certes, comme dans toutes les crises, la confiance envers le président actuel et son premier ministre est en hausse (34 % et 35 %, + 4 points pour les deux) mais cette augmentation est inférieure à celle de 2015 (+ 8 points). En comparaison, les exécutifs alle-

mand et anglais bénéficient à la fois d'une confiance beaucoup plus élevée et d'un rebond plus conséquent. Angela Merkel, chancelière allemande, voit son action approuvée par 60 % des sondés, en hausse de 11 points depuis le début de la crise. Boris Johnson n'est, lui, en poste que depuis le mois de juillet 2019: mais est aussi beaucoup plus haut que M. Macron (64 %). Atteint par le Covid-19 et placé en réanimation, le premier ministre britannique a vu sa cote bondir de 20 points depuis février.

Et alors que l'épidémie n'est pas encore totalement vaincue, 84 % des sondés français affirment que « le gouvernement devra rendre des comptes », 80 % qu'il y a eu des « fautes commises par certains membres du gouvernement ». Dans les deux autres pays qui ont

pourtant géré la situation sanitaire très différemment (dépistage massif pour les Allemands, confinement plus tardif pour les Anglais), la mansuétude de l'opinion est pour le moment plus grande. 74 % des Allemands interrogés et 69 % des Anglais pensent que leur gouvernement a bien « géré cette crise ». En France, ce taux d'approbation n'est que de 39 %. « Le gouvernement français a peut-être déjà perdu la bataille de la confiance, analyse Bruno Cautrès du Cevipof. Le rebond de confiance à l'égard du président est très modeste. Ce n'est pas que lié à la crise mais elle accentue les choses. Comme si l'électorat n'avait pas oublié son évaluation de Macron et de son action avec des clivages qui s'accroissent. »

MATTHIEU GOAR

La crise sanitaire exacerbe la fracture sociale et politique

LES RÉSULTATS DE LA VAGUE d'avril 2020 du Baromètre de la confiance politique du centre de recherche de Sciences Po (Cevipof) montrent que, si l'épidémie a suscité une mobilisation massive des Français et des services publics, l'unanimité de façade masque bien des failles. En France, plus encore qu'au Royaume-Uni et en Allemagne, la crise sanitaire a révélé et exacerbé les fractures sociales. Le confinement, « fait social total » pour reprendre une formule chère aux sociologues, n'a pas fermé la porte aux inégalités et aux tensions politiques. Dans de nombreux domaines, il les a aiguës.

L'emploi est un indicateur très révélateur pour expliquer ces tensions. L'enquête confirme tout d'abord les résultats collectés par l'Insee et Pôle emploi. Un tiers des personnes interrogées sont au chômage partiel auquel s'ajoutent 6 % de commerçants qui doivent fermer boutique, un autre tiers doit continuer à travailler sur place, malgré le confinement, tandis que presque 30 % des sondés peuvent travailler de chez eux.

Le télétravail est sans surprise la marque des catégories favorisées, les cadres notamment. Ils sont 44 % à pouvoir le faire. A l'autre bout, seulement 3 % des

ouvriers y ont accès, 55 % d'entre eux étant au chômage partiel. Les inégalités territoriales sont de même ampleur: 47 % de ceux qui vivent à Paris ou dans son agglomération sont passés en télétravail contre 20 % de ceux qui vivent dans le Nord-Est. Cette configuration de l'espace social est parfaitement reflétée dans les préférences partisanes des personnes. Les électeurs de Marine Le Pen ne sont que 14 % à télétravailler. Les électeurs d'Emmanuel Macron et de Benoît Hamon sont respectivement 41 % et 44 % à pouvoir le faire. Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon sont, à l'aune de ce critère, dans la moyenne nationale.

Méfiance envers la mondialisation

Si 58 % des personnes interrogées déclarent que la crise due au coronavirus a renforcé la solidarité entre les Français, ce sentiment se vit très différemment selon la situation en emploi: ils sont 62 % à le penser parmi ceux qui sont au télétravail, mais 54 % parmi ceux qui travaillent in situ. Deux blocs bien distincts s'opposent sur le partage des efforts. Si 92 % des électeurs de M^{me} Le Pen et 94 % des électeurs de M. Mélenchon soutiennent les mesures économiques, le chômage partiel no-

tamment, seule la moitié des sondés considèrent que les Français sont traités à égalité par les mesures gouvernementales, et cette part tombe à 34 % parmi les électeurs de La France insoumise et 45 % parmi ceux de Marine Le Pen.

L'épidémie aiguë aussi puissamment la méfiance à l'égard de la mondialisation. Alors qu'ils étaient (en février) 54 % à considérer que « la France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui », ils sont à présent 65 % à le penser (contre 43 % au Royaume-Uni, qui paraît toujours plus « ouvert » au monde malgré le Brexit, et 55 % en Allemagne). Si la demande d'interrompre les flux migratoires est toujours élevée, c'est l'appel à plus de protectionnisme économique qui a gagné du terrain, encore plus parmi les ouvriers (73 %) que chez les cadres (52 %).

Les clivages concernant la politique sanitaire elle-même sont également très vifs. La confiance dans les médecins pour faire face à la crise sanitaire est certes entière: 89 % des Français, de tous bords politiques, leur accordent leur confiance. Mais le gouvernement est beaucoup plus bas. Seulement 39 % des Français lui font confiance, un chiffre qui s'effondre chez les électeurs de Le Pen et de Mélenchon à

17 % et 21 % respectivement. La gestion des masques et des tests contribue au jugement sévère porté contre le gouvernement, même si un fond de complotisme est aussi présent. Seulement 53 % des Français pensent que le virus est un phénomène naturel, ils ne sont que 30 % à le penser parmi les électeurs de M^{me} Le Pen.

Face à l'épidémie, le gouvernement n'a donc pas mis fin à la défiance à son encontre. Les tensions sociales sont très vives, et la polarisation politique est également renforcée. Pour le gouvernement, cela signifie aussi que le confinement sera une nouvelle étape délicate. Il faudra trouver une issue à une crise sanitaire qui menace non seulement d'être une crise économique majeure, mais qui pourrait vite déboucher sur une grave crise politique en cas d'échec. ■

YANN ALGAN (PROFESSEUR D'ÉCONOMIE ET DOYEN DE L'ÉCOLE D'AFFAIRES PUBLIQUES DE SCIENCES PO), BRUNO CAUTRÈS (CHERCHEUR CNRS AU CEVIPOF), DANIEL COHEN (DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE) ET LUC ROUBAN (CHERCHEUR CNRS AU CEVIPOF)